

Incendies de forêts en Méditerranée : le trop dit, le mal dit, le non dit

par Paul ARNOULD et Corina CALUGARU

***Cet article s'attache à démontrer
que le traitement de l'information
concernant les incendies
de forêt en Méditerranée est
significativement déséquilibré.
Du trop dit au non dit en passant
par le mal dit, il essayait d'analyser
la signification de ce déséquilibre.
Il soulève de nombreuses
questions que nous ne pouvons
pas, une revue comme la nôtre
de surcroît, ignorer.***

1 - Revue Forestière Française, Forêt
Méditerranéenne, International Forest Fires News,
Goldammer Johann, Géo Environnement, La
Recherche, Strazzulla Jérôme, 1991, Trabaud Louis,
1989, Rinaudo Yves, 1994

Comment traiter des feux de forêts en Méditerranée ? Une première interrogation s'impose : y a-t-il encore des choses à dire sur une question qui a suscité une littérature déjà impressionnante¹ ? Il peut ainsi apparaître paradoxal de vouloir débiter par une mise en garde sur certains aspects outranciers du traitement de l'information concernant cette question d'une actualité indémodable. Nous souhaitons remettre en cause des modèles explicatifs classiques. On peut traduire de façon plus triviale cette contestation par "aller à l'encontre du discours dominant", voire de façon familière, "mettre les pieds dans le plat". Telle est la ligne directrice de cette mise au point qui se veut non conformiste.

Une hypothèse centrale guide notre approche. Elle part du constat de la prolifération des statistiques sur les lieux de départ, les surfaces, les régions affectées. Une cartographie de plus en plus précise et performante à toutes les échelles est mise en œuvre. Qu'apporte ce raffinement de données et de représentations sur le déclenchement, le déroulement, l'étendue des incendies ? Constat sécurisant et anesthésiant, ou données opérationnelles ?

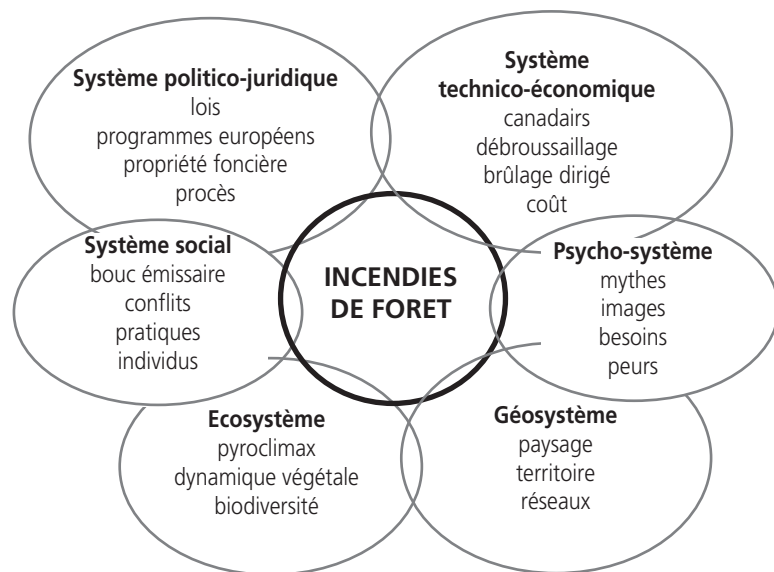
Pourquoi, à l'inverse, les données économiques et sociales sont-elles escamotées ? Les budgets du feu ne sont guère abordés. Est-ce parce que les données sont difficiles à quantifier ou peut-on y voir une volonté de maintenir un écran de fumée sur des chiffres qui dérangent ?

- 2 - Faerber Joanna, 1995,
Métailié Jean Paul, 1978
- 3 - Abbiatecci André,
1970, Bolo E., 1973,
Nougarède Olivier, Bolo
Etienne Ernest., 1989

Les feux de forêts sont une dimension constitutive des sociétés et des économies méditerranéennes. Peut-on risquer une approche provocatrice en affirmant “vive le feu !”. Et si le feu était attendu, souhaité par une majorité d’acteurs, les professionnels, les médias, les voyeurs en tous genres ? Tout comme en Asie des moussons, l’arrivée de la pluie est guettée, en Inde, sur la façade de l’océan indien, du haut des Ghâtes occidentales, et fêtée comme une délivrance, après la longue saison de chaleur et de sécheresse, le feu semble aussi attendu par certaines sociétés locales ou les médias, dont il est une sorte de rituel constitutif de l’identité, des pratiques et du savoir-faire.

De nombreux acteurs ont intérêt à ce que la forêt brûle. Une forêt sans feu n’est-ce pas parfois une économie menacée, une société sans repère ? Et si le feu pouvait être admis comme un élément clé d’un développement durable ambigu ? L’écologie est réduit à des animaux emblématiques et à des discours incantatoires et généralisants sur la biodiversité. L’économie est le parent pauvre des données. Les chiffres des coûts sont soit ponctuels, soit globaux, mais rarement spatialisés. Ils ne permettent pas une vision claire des coûts et des avantages de l’incendie. Le social, enfin, est vu essentiellement sous l’angle des catastrophes, du spectaculaire, du bouc émissaire, de la chasse aux sorcières, sans approche sérieuse des jeux d’acteurs, de leurs intérêts, de leurs conflits et de leurs alliances objectives ou implicites.

Fig. 1 :
Le feu à l’intersection
des systèmes : des
approches déséquilibrées



Le propos est donc de raisonner en termes de discours pour repérer trois postures scientifiques et médiatiques : le trop dit, le mal dit, le non dit. Ces jugements de valeur sur des types de discours et d’approches à propos de l’incendie de forêt sont une forme de provocation. Elle nous paraît nécessaire pour dépasser le consensus aboutissant à une lecture stéréotypée du fait incendie. Elle permet d’envisager de nouvelles façons de parler de prévention, de déclenchement, de lutte et de restauration.

Notre méthodologie pour aborder ces diverses questions s’appuie sur une relecture critique de la base de données Prométhée. Pour évaluer tous les enjeux liés au feu, nous postulons que le feu est à l’intersection de divers systèmes (Cf. Fig. 1). Parmi ces systèmes, le système technique se taille la part du lion. Le Canadair, aux belles couleurs jaune orangé, en est un des symboles les plus forts, à côté des rutilants engins d’intervention au sol, où domine le rouge vif. L’importance accordée aux techniques traditionnelles de feux dirigés traduit également la prégnance de la sphère technique. Ces nouveaux modes de rapport au feu mélangent habilement le savoir-faire traditionnel et les techniques modernes de connaissance des données météorologiques, de mise à feu, d’extinction, le tout sur fond de négociations exemplaires, de bonne gouvernance, entre acteurs jadis farouchement opposés, bergers et forestiers².

Pourquoi le système technique a-t-il réussi à escamoter les enjeux des systèmes sociaux et économiques ? Le social est réduit, le plus souvent, à la figure de l’incendiaire³. Il est aussi, dans les fiches, rangé pudiquement dans une rubrique “causes inconnues”. Le traitement du social oscille entre deux pôles, tout aussi réducteurs l’un que l’autre. L’un, magnifiant de façon incantatoire l’organisation des secours et le courage des hommes du feu, l’autre se focalisant sur la recherche du bouc émissaire. L’économie, pour sa part, est réduit à des chiffres tantôt globaux, tantôt ponctuels, mais jamais spatialisables de façon équilibrée. Le dépouillement de *Forêt Méditerranéenne* et de *International Forest Fires News* nous fournit aussi des matériaux pour argumenter sur les déséquilibres spatiaux et sociaux. L’étude des caricatures dans *Le Canard enchaîné* et *Le Monde* apporte des éléments sur la mise en image du bouc émissaire dans la presse.

La consultation des sites Internet des ministères concernés par les incendies de

forêt, des sites de l'Office national des forêts (ONF) et du Cemagref, des sites européens, complète la prise d'informations pour appuyer notre démonstration.

Le raffinement des données spatiales : départements, surfaces, dégâts, causes

De l'information éclatée à l'information normalisée

L'important dans une base de données est bien sûr la donnée, mais aussi le statut de l'informateur qui code et qui renseigne (Cf. Fig. 2). Depuis plus d'un siècle les informateurs appartiennent à trois catégories aux logiques et aux rapports au feu forts différents. Christine Bouisset⁴, dans sa thèse, avait déjà repéré comment une fiche remplie par un forestier différait sensiblement d'une fiche renseignée par un gendarme ou un pompier. Le forestier privilégie les atteintes au patrimoine végétal et surtout aux arbres ; le gendarme s'attache aux atteintes aux biens matériels, les maisons, les véhicules ; le pompier se préoccupe prioritairement des personnes, des brûlures, des asphyxies, des traumatismes. Ces trois regards aux logiques forts différentes sont importants à connaître pour analyser la fiabilité des données. L'harmonisation entre ces collecteurs d'information, au lieu d'additionner leurs regards respectifs, a consisté à privilégier le plus petit dénominateur commun.

Enfin Prométhée vint : vous saurez tout sur l'incendie

C'est donc pour harmoniser ces données éparses et hétérogènes qu'a été conçue, en France, la base de données, appelée joliment Prométhée, le voleur de feu aux dieux grecs de l'Olympe. L'histoire de la constitution de la base de données a été faite à de nombreuses reprises. Les forestiers la décrivent dans le numéro spécial de la *Revue forestière* de 1974/75⁵ et Cyrille Van Effenterre⁶, en fait une analyse critique dans le second numéro spécial de 1990/91, de la revue forestière française, en suggérant des améliorations pour la rendre plus efficace et conviviale. Il est important de noter que l'on retrouve les trois grandes catégories

d'informateurs qui sont les seuls habilités à fournir une information normalisée sur les incendies de forêts. Il est important de noter que selon les départements et les années, les descriptions ne sont pas faites par les mêmes catégories d'observateurs (Cf. Fig. 3). En Corse du Sud, les forestiers fournissent plus de 80 % des données, en 2003. En 2004, c'est le coordonnateur qui les remplace. Ils réalisent moins de 15% des enquêtes. En Haute-Corse en 2003, les gendarmes sont omniprésents pour alimenter la base de données à plus de 95%. En 2004, ils sont quasiment absents et près de 80 % des incendies ne font pas l'objet d'enquêtes. Dans les Hautes-Alpes, les pompiers ne représentent que 25% des enquêtes en 2003 et plus de 80% en 2004. La continuité n'est jamais assurée.

Il y a là une source potentielle de biais qu'il ne faut pas négliger. La consultation d'une fiche Prométhée (Cf. Tab. I) permet de saisir, dès l'abord, les atouts d'un fichier très normalisé, mais aussi les limites d'information factuelles qui s'en tiennent à une description la plus neutre et la plus objective du lieu de départ, des surfaces, des durées et des causes.

Des chiffres à profusion pour quel usage ?

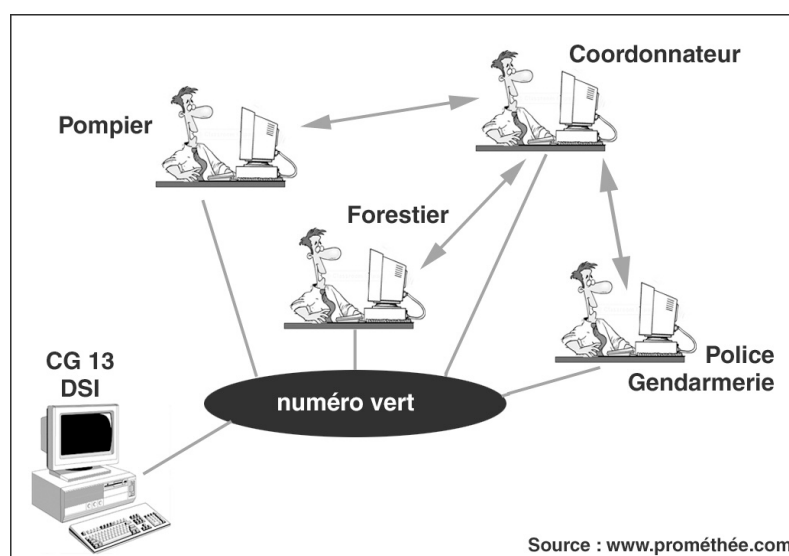
Le foisonnement de données de la base Prométhée signe aussi le triomphe des représentations graphiques incontournables que sont la courbe, l'histogramme, le diagramme circulaire, dit "camembert", dans le jargon des cartographes. Ce traitement visuel de l'information est certes nécessaire, mais il

4 - Bouisset Christine, 1998

5 - Les incendies de forêts, *Revue Forestière Française*, 1974, 1975

6 - Espaces forestiers et incendies, *Revue Forestière Française*, 1990

Fig. 2 :
Qui nourrit la base Prométhée et comment ?



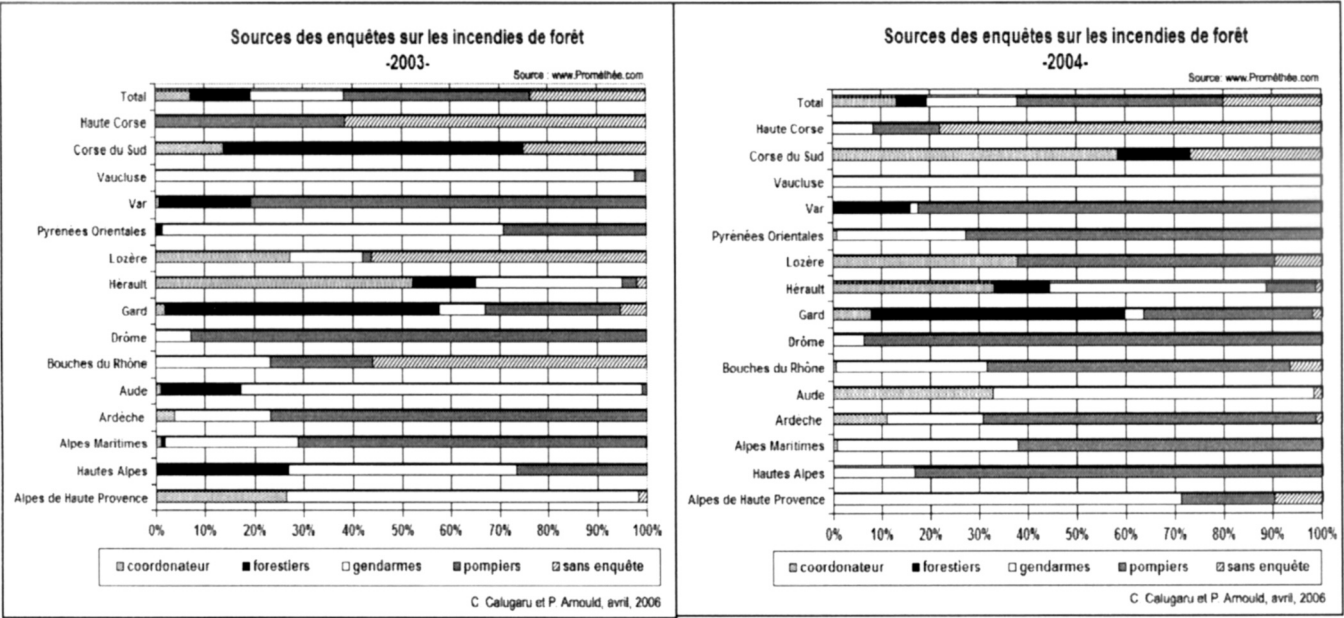


Fig. 3 :
Quels informateurs pour
quelles informations ?

sert plus à traduire des données factuelles qu'à permettre des interrogations dérangeantes. La fascination du chiffre mérite que l'on s'interroge : les données engrangées sont-elles les plus pertinentes pour comprendre la réalité écologique, sociale et économique du fait incendie ?

A l'échelle de la Méditerranée, le dépouillement de la base de données sur les articles parus dans la revue *Forêt Méditerranéenne*, de 1979 à 2005, soit 971 articles, permet de disposer d'informations sur les temps et les lieux de l'incendie dans les milieux et les pays méditerranéens, repérés dans les titres ou les résumés.

Sur le plan temporel, les articles incendies sont un des incontournables de la revue *Forêt Méditerranéenne*, omniprésentes sur près de 20% du nombre total d'articles sur un quart de siècle, une sorte de bruit de fond (Cf. Fig. 4). Curieusement, le nombre d'article est déconnecté de l'importance des feux en surface. L'exemple de l'année 2000 avec moins de 20 000 ha incendiés, faisant suite d'une année encore plus calme, mais avec plus de 20 articles, indique bien que le phénomène d'incendie est véritablement structurel, plus que conjoncturel. A l'inverse, les années « de braise », 1979, 1983, 1986, 1989, avec plus de 40 000 ha incendiés ne suscitent pas de flambées éditoriales.

Sur le plan spatial, il est possible de constater la survalorisation de certains pays et de certains lieux (Cf. Tab. II). La France s'y taille bien sur la part du lion. L'Espagne est fortement présente (6 présences). L'Italie

Feu du mercredi 14 février 2001 à 15:00	
Commune :	Seillans
Lieu dit :	Bastide de la pigne
Département :	Var
Coordonnées DFCI :	LD44C72
Type de feu :	Forêt
Surface parcourue :	1,5 ha
dont forêt :	1,5 ha
Origine alerte :	Population
Voie carrossable la plus proche :	Moins de 15 m
Habitation la plus proche :	De 15 à 50 m
Type de peuplement :	Futaie mélangée
Surface menacée :	100-500 ha
Connaissance de la cause :	Certaine
Nature de la cause :	Travaux particuliers
Détail :	Feu végétaux Coupes
Enquête :	Sapeur pompier
Première intervention Heure :	15:08
Moyen :	véhicule SP
Nombre :	4
Distance parcourue pour arriver sur les lieux :	10 Km
Distance d'arrêt des engins / feu :	Moins de 100 m
Surface du feu à l'arrivée des secours :	0,5 ha
Fin de l'intervention Date :	14 février 2001
Heure :	17:17

Tab. I :
Prométhée : le spatial, le temporel et le technique
privilégiés
Source : www.Promethee.com

est moins bien traitée que les Etats-Unis (5) ou l’Australie (3). La Grèce, en revanche, est systématiquement oubliée. Le Maghreb est de même réduit à la portion congrue, mise à part l’Algérie (3). Effet des réseaux de correspondants sans doute, mais aussi reflet des

perceptions des rédacteurs qui privilégient les pays frontaliers au détriment des marges orientales ou méridionales du bassin méditerranéen*. En France, le département du Var se vend bien (8 présences dans le titre ou le résumé d’un article, sur 181 articles)

* NDLR - La rédaction de *Forêt Méditerranéenne* confirme qu’il s’agit plutôt d’un effet de réseau de correspondants, non présents dans tous les pays, et non pas du désir de privilégier les pays frontaliers.

Année	Lieu	Citations	Année	Lieu	Citations
2005	-Espagne	1	1998	-Etats-Unis	2
	-Australie	2	1997	-Préalpes de Sud	1
	-Afrique du Sud (Cap)	2	1996	-Ardèche	1
	-Californie	1		-Espagne	1
2004	-Ardèche	1	1995	-Espagne	1
	-Var	6		-Auribeau sur Siagne (Alpes Maritimes)	1
	-Maures	1		-Pyrénées Orientales (Massif de Carlit)	1
	-Alpilles	1	1994	-St. André des Alpes (Alpes de Haute Provence)	1
	-Corse	1		-Auribeau sur Siagne (Alpes Maritimes)	1
2003	-PACA – Saint Victoire	1		-Maures	1
2002	-Algérie	2	1993	-Massif Pivora (Alpes Maritimes)	1
	-Etoile de Garlaban	1	1992	-Algérie	1
2001	-Pyrénées Orientales	1	1987	-Alpes Maritimes	1
	-Massif de l'Etoile	1		-Mont Ventoux (Vaucluse)	1
	-Alpilles	1		-Pyrénées Orientales	1
	-Etats Unis	1		-Andalousie	1
2000	-Gard	1	1986	-Sud-ouest	2
	-Aquitaine	1		-Aude	1
	- Hérault	2	1984	-Maures	1
	-Massif de l'Etoile	1		-St. André des Alpes (Alpes de Haute Provence)	1
	-Var	2			
	-Maures	1	1981	-Russie	1
	-PACA	1		-Espagne	1
	-Australie	1	1979	-Midi de la France	1
	-Italie	1			
1999	-Espagne	2			
	-Portugal	1			
	-Etats-Unis	1			
	-PACA	1			

Tab. II :
Temps et lieux des incendies d’après la revue *Forêt Méditerranéenne*

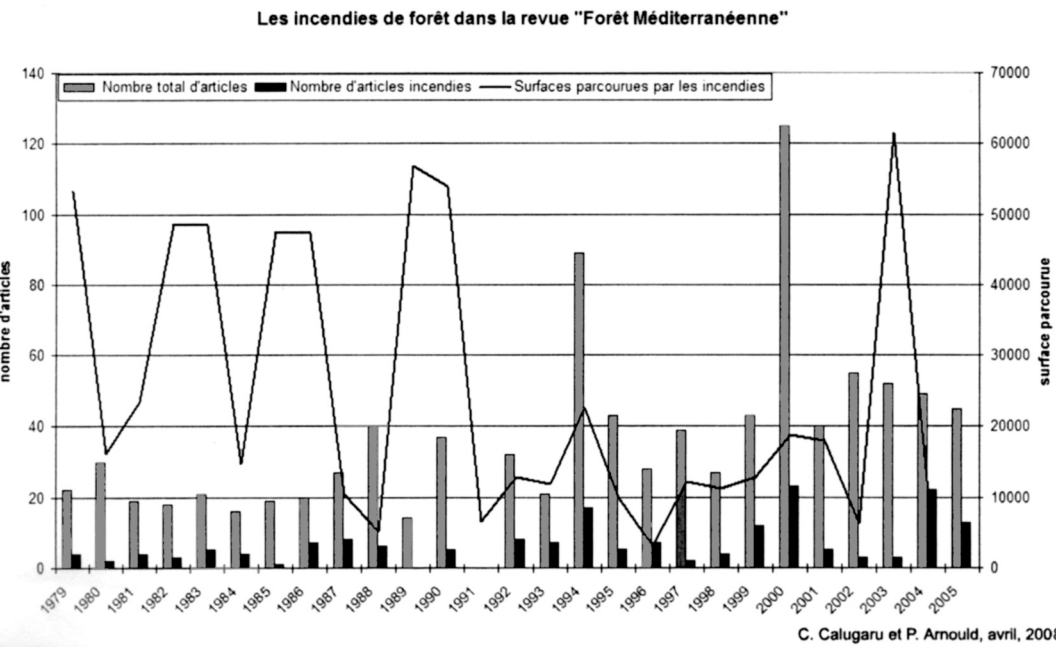


Fig. 4 :
L’incendie : un incontournable de la revue *Forêt Méditerranéenne* depuis un quart de siècle (181 articles sur 971)

devant les Alpes-maritimes (4), les Alpes-de Haute-Provence et les Pyrénées-Orientales (3 présences pour chacun de ces deux départements). Pour les régions, PACA l'emporte (4 citations). Les chaînes de montagnes proches de Marseille, Etoile, Garlaban, Sainte Victoire, évoquées par Pagnol ou peintes par Cézanne, Alpilles sont des hauts lieux de l'incendie. Les Maures (4 citations) font partie aussi de ces lieux privilégiés, alors que, curieusement, la Corse n'apparaît qu'une fois. L'information est plus sélective que réellement objective. Il est des incendies célèbres, surmédiatisés à côté des incendies anonymes. Tout comme lors de la tempête de 1999, le parc du château de Versailles a eu droit à un nombre considérable d'articles et de photos⁷, Sainte Victoire, les Maures ou le département du Var ont plus droit de cité que la Lozère où les arrières-pays provençaux.

A l'échelle mondiale, les incendies méditerranéens retrouvent la place factuelle qui est la leur : des incendies de superficies importantes mais surmédiatisés. Le traitement statistique des feux de forêt évoqués dans la base de données de la revue *International Forest Fires News*⁸, ramène les incendies méditerranéens à une place modeste (Cf. Fig. 5). Elle est plus en rapport avec la taille des superficies affectées.

Il est incontestable que le système scientifico-médiatique français et européen surva-

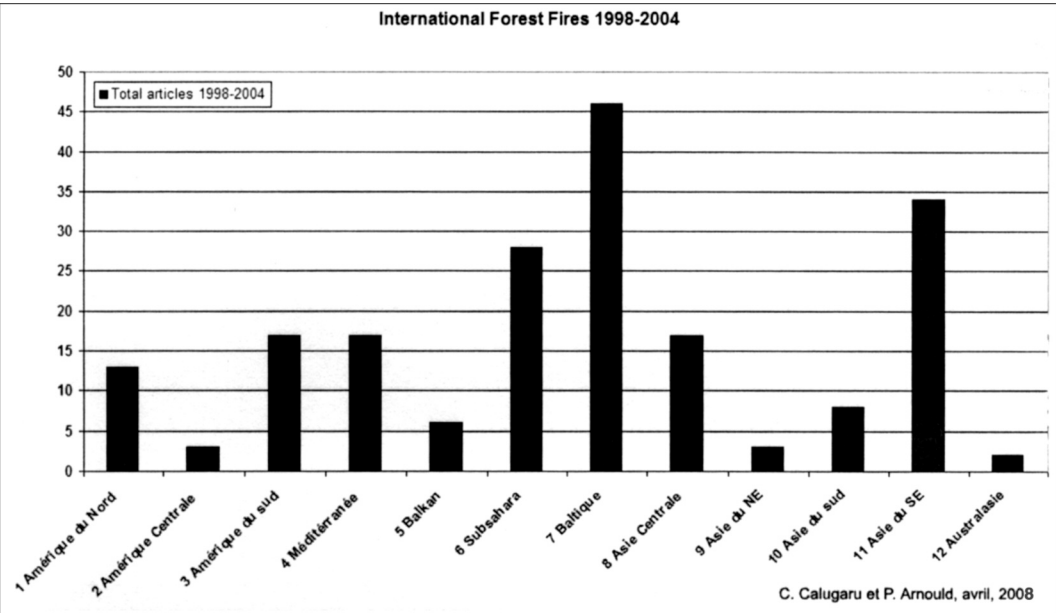
le berceau latin de la civilisation qui voit de plus l'énorme afflux de touristes sur les rivages des rivières. Il y a un lectorat friand de sensations fortes, prêt à consommer toutes les nouvelles sur les incendies.

Prépondérance de l'analyse spatiale et de la modélisation

A partir des données engrangées dans les bases de données, les spécialistes de l'analyse spatiale et de la modélisation peuvent donner libre cours à leurs analyses. Leurs travaux en constante amélioration contribuent à affiner constamment la description des lieux de départ, des conditions de propagation, des aires affectées, des trajectoires. La combinaison des figures du ponctuel, caractérisant les départs, du linéaire décrivant les itinéraires de propagation du feu et du surfacique dressant les bilans des surfaces touchées, fournit un capital précieux de données synthétiques permettant de mieux gérer la lutte et de préparer des stratégies de prévention.

Un des problèmes récurrents, à propos des données concernant les surfaces, porte sur le maillage adopté. Le plus souvent, les données sont calées et référencées par rapport à des entités administratives, commune, département, région. L'autre façon de repérer les surfaces ne porte pas sur des territoires politiques, mais sur des milieux. Ce

Fig. 5 :
A l'échelle mondiale, la Méditerranée, une région parmi d'autres (Pour les ensembles régionaux voir fig. 6)



type d'information par régions naturelles, agricoles, forestières ou en fonction des nomenclatures de Corine Landcover par exemple, est rarement disponible. Il devrait pourtant constituer le pendant du descriptif fondé sur les mailles administratives et politiques classiques. Le chemin de la prise en compte des milieux n'est pas encore une voie très empruntée par les chercheurs.

Le système mondial de collecte d'informations sur les incendies est confronté à la même alternative du décalage entre seuils écologiques et frontières politiques et administratives. Une carte produite par la FAO sous le sigle complexe UN-ISDR/GFMC Global Wildland Fire (United Nations-International Strategy for Disaster Reduction/Global Fire Monitoring Center), (Cf. Fig. 6), traduit de façon lumineuse les deux logiques contradictoires pour spatialiser les incendies.

La légende repère les grandes formations végétales du globe, des déserts chauds à la forêt boréale et à la toundra, mais propose des regroupements par de curieux grands ensembles "pseudo géopolitiques". Il est des régions géantes, comme l'Amérique du Nord, ou la curieuse région affublée du terme "Baltique", qui va de l'Irlande au Kamchatka. D'autres regroupements sont carrément contre nature. Pourquoi individualiser une sous-région Balkans, dont la

logique de constitution n'est pas évidente, dans l'ensemble méditerranéen ? Les chevauchements de régions indiquent également le manque de réflexion sur la logique des maillages politiques à adopter. La Mésoamérique et la Caraïbe mordent allègrement sur l'Amérique du Nord et du Sud. Le chevauchement triple de Baltique, Asie du Nord-Est et Asie centrale en Mongolie est tout aussi énigmatique ! On trouve là une illustration lumineuse de la difficulté à proposer des cadres pertinents pour disposer d'une information rapportée à des unités spatiales cohérentes.

L'indigence des données sociales : la stigmatisation, la recherche des boucs émissaires

Les feux sont les objets privilégiés de l'information estivale sur la forêt. La chose est avérée dans la presse, à travers l'exemple du journal *Le Monde*⁹. Elle est également valable à la télévision¹⁰. Le traitement de l'information procède d'un certain nombre de schémas qui nous apparaissent récurrents et qui tous traduisent une façon stéréotypée et mimétique du traitement social de l'incendie.

9 - Arnould Paul, Piveteau Vincent, 1999

10 - Boutefeu Benoît, 2006 « Les incendies de forêt : une actualité brûlante à traitement médiatique à « show », Cf. pp. 297-308 de ce numéro, article issu de la communication de l'auteur au Colloque "Les Incendies de forêt en Méditerranée", Madrid, 22-24 mars, 2006

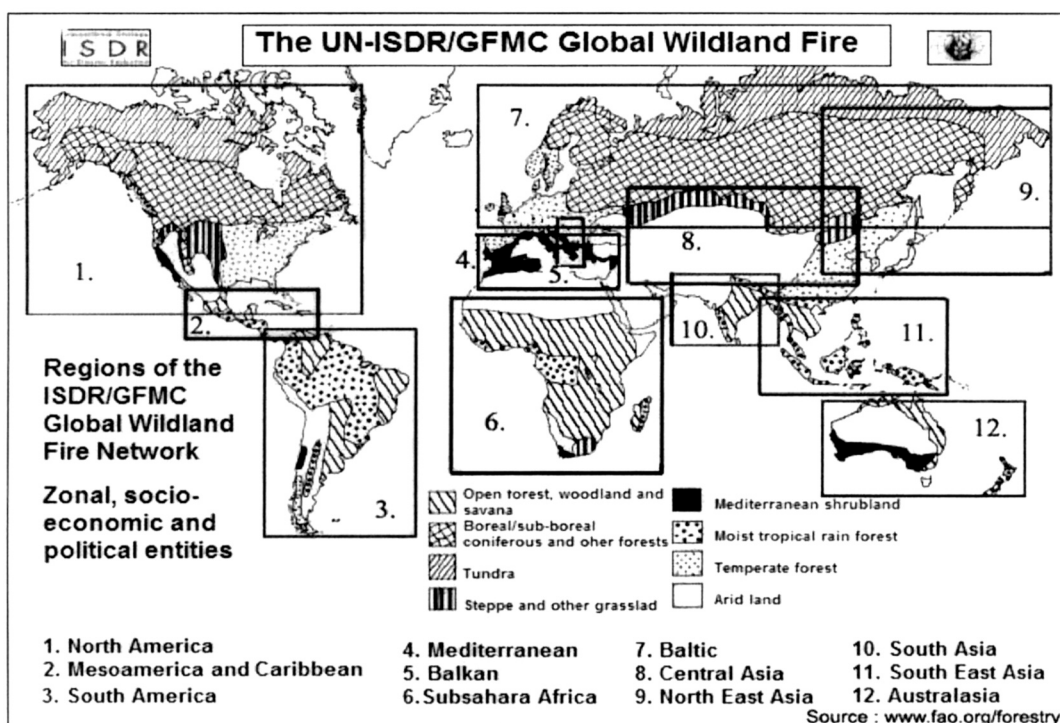


Fig. 6 :
Quelle logique spatiale ?
Biomes et de curieux
ensembles géopolitiques

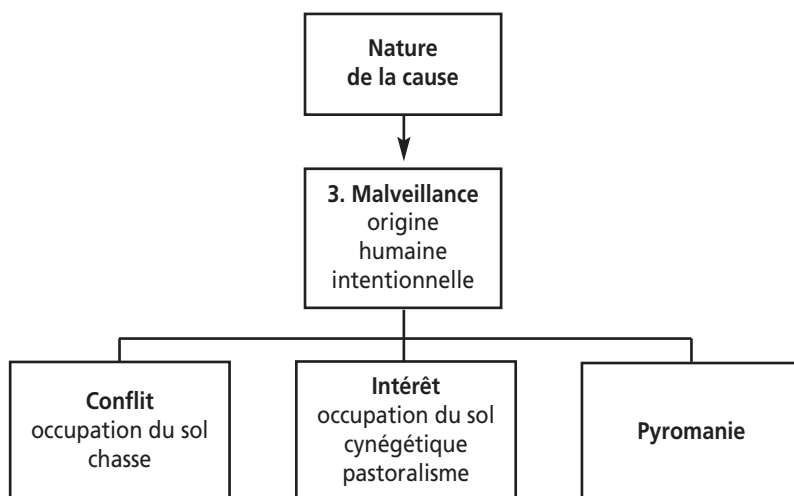


Fig. 7 :
Où sont les hommes ?
(extrait du schéma
conceptuel sur les causes
des incendies de la base
Prométhée)
Source :
www.promethee.com
C. Calugaru
et P. Arnould, avril 2008

Les hommes du déclenchement : une stigmatisation sociale sélective

Le repérage des auteurs d'incendies n'est pas chose évidente. Les statistiques les dissimulent pudiquement sous la rubrique "causes inconnues". Dans la base Prométhée, le schéma conceptuel des causes évite soigneusement de faire allusion à des individus précisément nommés (Cf. Fig. 7).

Les auteurs de feu sont inexistants. En l'absence de coupables clairement identifiés, d'incendiaires ayant la volonté de nuire, les

médias ont recours à une solution de facilité, la chasse au social fautif, au bouc émissaire. Force est de constater qu'à ce petit jeu pervers de la stigmatisation d'une catégorie sociale, le berger corse est en première ligne. Une caricature de Plantu, en première page du journal *Le Monde* est significative de ce "prêt à accuser" qui fonctionne de façon stéréotypée (Cf. Fig. 8). *Le Canard Enchaîné* use parfois du même procédé¹¹. Il faut noter cependant que les caricaturistes hésitent à stigmatiser des responsables de catastrophes environnementales. Ils ciblent prioritairement leurs attaques sur les hommes politiques¹².

On retrouve le même accusé et le même mécanisme dans la bande dessinée de Pétillon "L'enquête corse" (Cf. Fig. 9).

A l'inverse, le berger pyrénéen, qui a pourtant les mêmes types de pratiques que son homologue insulaire, est épargné par la vindicte journalistique ordinaire. Cette chasse à la sorcière peut déboucher sur de véritables erreurs judiciaires. L'histoire de l'affaire Bolo, du nom de ce chercheur en sciences de l'éducation, soupçonné d'être un pyromane pour avoir eu une attitude équivoque d'observateur trop attentif de la propagation du feu, près de Sainte-Maxime, en 1970, racontée par son auteur, avant son suicide, broyé par la machine médiatique et judiciaire, en est un exemple éclairant¹³. Olivier Nougarede en a bien synthétisé les mécanismes inquiétants¹⁴.

- 11 - *Le Canard Enchaîné*,
25 août, 1999
- 12 - Vieillard-Baron Elsa,
2005
- 13 - Bolo Etienne Ernest,
1973
- 14 - Nougarede Olivier,
1989

Fig. 8 et 9 :
Caricatures et bandes
dessinées : la tentation
du stéréotype et du bouc
émissaire

A gauche, source :
Le Monde, 4 août 1989
A droite, source :
L'Enquête Corse, 2000,
Albin Michel



Les hommes de la lutte : une valorisation sociale inégalitaire

Une catégorie sociale se taille la part du lion dans le traitement social de l'incendie. Il s'agit bien évidemment des pompiers. Sous l'apparente uniformité de façade des éloges décernés à ces lutteurs de la première ligne, il est possible de constater des clivages incontestables et la mise en évidence d'un système hautement hiérarchisé. Une première distinction majeure oppose les professionnels et les bénévoles. Une seconde concerne chez les pompiers professionnels les officiers de grade élevé aux hommes de troupe. Les salaires sont d'impitoyables révélateurs de ces distinctions qui opposent une élite de la lutte à des troupes indifférenciées (Cf. Fig. 10).

Paradoxalement le gratin des hommes affectés à la lutte est constitué par les pilotes de Canadair que l'on voit peu tant ils sont éclipsés par les performances d'écopage et de largage de leurs appareils. A l'autre extrémité du classement d'excellence des hommes de la lutte, on trouve les harkis. Le fait de leur donner des noms ronflants comme FSI-RAN, Français de souche islamique rapatriés d'Afrique du nord, ou plus récemment OFRAN, ouvriers forestiers rapatriés de l'Afrique du Nord, ne parvient pas à masquer le peu de considération dans laquelle sont tenues ces forces de supplétifs, souvent préposés aux tâches les plus ingrates et les moins médiatisées.

Les hommes de la prévention et de la reconstitution : une marginalisation sociale incontestable

Autant la recherche aléatoire des pyromanes et l'exaltation de la difficulté de la tâche des lutteurs font l'objet de toutes les attentions des médias, autant les hommes de l'ombre, qui participent à la prévention ou à la reconstitution, sont les grands oubliés de la grande mise en scène médiatique. Les guetteurs, dans leurs miradors, sont bien évoqués dans un curieux article de la *Revue Forestière* de 1974¹⁵, évoquant tout à la fois leur responsabilité et la monotonie de leur travail. En règle générale, ils s'effacent devant les vues des tours de guet qui suffisent à évoquer la présence d'un réseau de prévention, activé en période de risques forts.

Les débroussailleurs, avec leur harnachement de protection, apparaissent sur quelques prospectus pour justifier l'action des communes ou d'autres services publics. La réhabilitation de la chèvre, comme agent de débroussaillage, est tout à fait étonnante. (Cf. Fig. 11, page suivante).

Animal honni des siècles durant, comme menace majeure pour la forêt, elle est en passe de devenir un des symboles de la lutte anti-incendie, une sorte de sauveur. La tentative d'utiliser un énorme girobroyeur appelé le Scorpio, encouragé par Haroun Tazieff, alors secrétaire d'Etat aux risques

15 - Les incendies de
forêts, *Revue Forestière*
Française, numéro
spécial, t.1, 1974

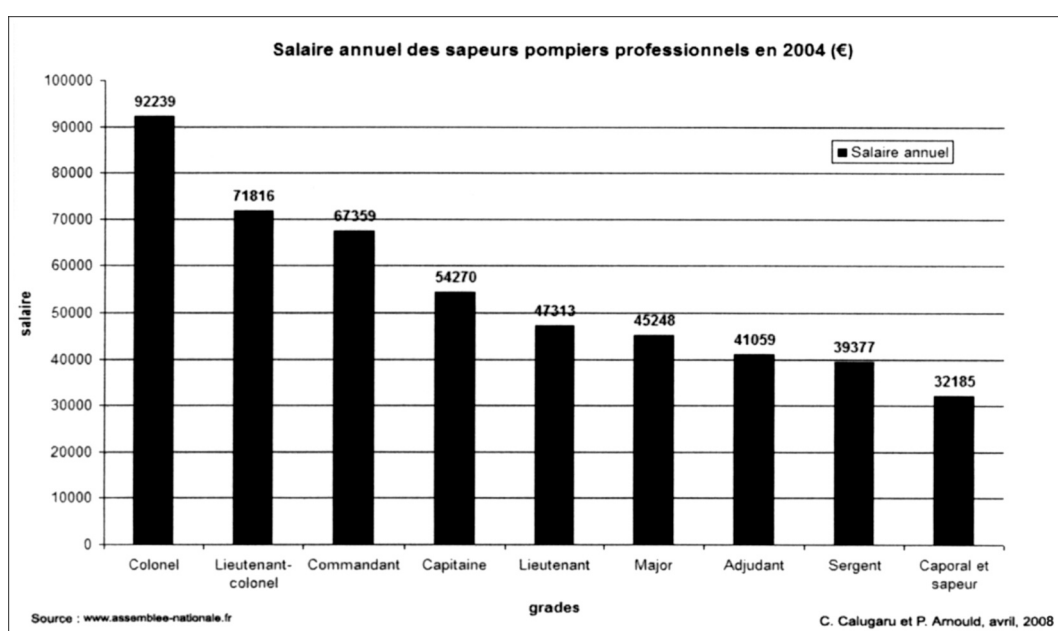


Fig. 10 :
Les salaires, un bon
révélateur des hiérarchies

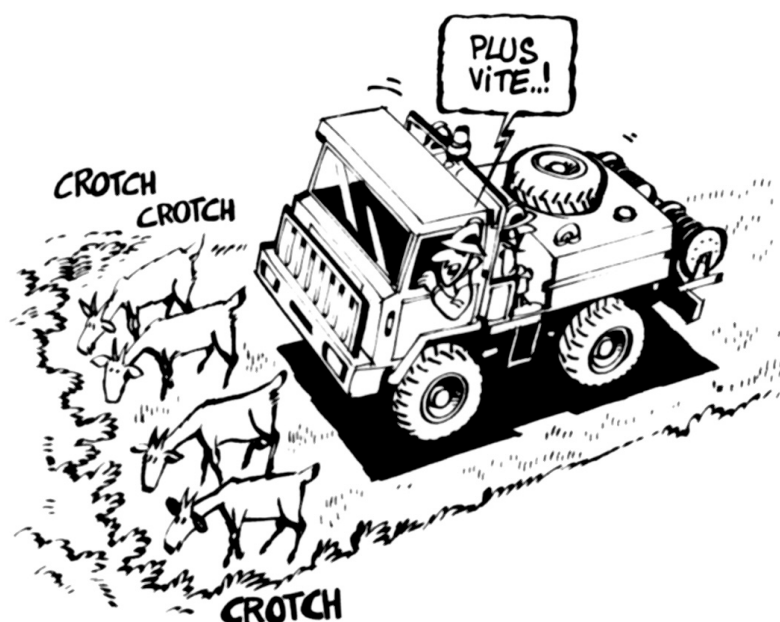


Fig. 11 :
Réhabilitation
de la chèvre ¹⁶

naturels, en revanche, a totalement échoué. Les sabotages de l'appareil ont tué dans l'œuf ce type de lutte lourde et mécanisée.

Moins encore que les personnels de prévention, les reboiseurs ne sont quasiment jamais montré à l'œuvre. En revanche, les parcelles reforestées, avec de jeunes plants, gainés d'un manchon de protection, ont droit d'image, comme symbole de la reconquête biologique et paysagère. Pour la reconstitution de la forêt après l'incendie, le choix se pose aux gestionnaires publics ou privés : laisser faire la nature ou intervenir en hâtant la réinstallation des essences forestières. Le laisser-faire n'a pas bonne presse car il est considéré comme une démission. Le non interventionnisme est délicat à assumer dans des milieux où le feu est un agent écologique, mais aussi un spectacle. Il est des cas où la reconstitution correspond même à de véritables opérations de marketing permettant à des sponsors de communiquer sur leur souci d'être au chevet d'une forêt martyre.

Sur le plan social, force est de constater qu'il y a des hommes que l'on montre et d'autres que l'on cache. Il est possible de repérer des acteurs forts, prééminents, capable de penser, de décider, de justifier leurs actions et des acteurs faibles, réduits quasiment à l'état d'agents, c'est-à-dire juste bons à effectuer des tâches répétitives, ne demandant pas d'initiatives ¹⁷. Cette dualité entre une élite de la lutte et une piétaille indifférenciée se double de subtiles hiérarchies de pouvoir et d'enjeux politiques. L'incendie est un formidable révélateur des

clivages sociaux et permet une communication forte et passionnelle. Le risque de l'extrême professionnalisation des secours est d'aboutir à un dessaisissement de la prise en charge de l'incendie par les habitants ^{**}. Jadis acteurs impliqués et souvent bons connaisseurs des enjeux locaux, ils sont souvent désormais exclus de la lutte. On les met à contribution pour le débroussaillage, mais le reste leur échappe. Cette politique d'exclusion présente le risque de transformer des acteurs, aux connaissances et aux compétences non négligeables, en spectateurs passifs et parfois narquois. La gestion sociale de l'incendie, oublieuse des savoir-faire traditionnels et des bonnes volontés locales, ne s'engage pas dans une voie véritablement durable.

Le flou des données économiques Les budgets du feu Le trou noir des banques de données

L'économie est incontestablement le parent pauvre des données sur les incendies de forêts. Pourtant, les chiffres existent et pullulent même parfois. Les budgets européens sont présentés accompagnés de graphiques détaillant la part des différentes attributions mais avec des affectations au niveau des pays. Qui sont les véritables bénéficiaires des subsides ? Quelle part revient à des structures nationales et quelle proportion arrive au niveau local ? La chose est impossible à déterminer.

Budgets globaux, budgets locaux : des données éparées ou trop agrégées

La recherche de chiffres sur les incendies fait ressortir le caractère opaque de toutes les questions financières. Les données sont le plus souvent non localisées. Il est impossible de savoir comment les enveloppes globales sont gérées sur le terrain. A qui profite la manne européenne, nationale ou régionale ? Les chiffres disponibles ne permettent pas de le savoir. Quelle est la part des financements publics et des investissements privés ? Si l'on dispose des chiffres de cotisations par hec-

16 - Le dessin est extrait de « Protection de la forêt méditerranéenne : guide à l'usage des maires et des élus » édité en 1998 par l'Entente interdépartementale en vue la protection de la forêt contre l'incendie et réalisé par Padifrance-Atoutvert.

17 - Lévy Jaques, Lussault Michel, 2004

** NDLR - N'oublions pas toutefois ici le rôle des Comités communaux feux de forêts (CCFF)

tares pour le système de Défense des forêts contre l'incendie (DFCI) landais, l'utilisation et la gestion de ces budgets restent particulièrement opaques.

En fait, les ministères de l'Intérieur ou de l'Agriculture fournissent des chiffres globaux où il est impossible de démêler ce qui concerne les incendies de forêts des feux urbains qui sont comptabilisés sous la même rubrique

A côté de la globalité des données provenant des ministères, on dispose de tentatives de chiffrages, d'une grande précision apparente, pour des incendies précisément localisés. L'exemple du grand feu des Cévennes, de septembre 1985, ravageant 4000 hectares, est particulièrement significatif de ce souci de prendre en compte à peu près tous les postes de pertes financières (Cf. Fig. 12).

Il montre bien la multiplicité des guichets et des acteurs institutionnels qui peuvent financer des dépenses directes ou compenser des manques à gagner, toujours difficiles à évaluer. La difficile comptabilité des multiples postes de dépenses envisagées et les frais de reconstitution n'est pas une chose

simple. Les auteurs de l'étude précisent qu'ils n'incluent pas dans leur bilan le coût direct de la lutte menée, au sol, par 600 hommes durant 4 jours et, dans les airs, par plusieurs Canadairs. Ce bilan concernant la forêt laisse aussi de côté les atteintes aux réseaux routiers, ferroviaires, d'électricité, de téléphone, d'eau, ainsi que les dégâts survenus aux habitations. Hélas, ces données relativement précises sont rarement disponibles et surtout pas systématisées. Elles permettent de prendre la mesure de la complexité des flux financiers liés à un incendie de grande superficie.

La cour des comptes, dans un rapport datant de 2000, sur le Conservatoire de la forêt méditerranéenne, démontrait la subtile interaction des enjeux financiers, sociaux et territoriaux liés à la lutte contre les incendies¹⁸. Il en ressortait que les budgets de l'ordre de 100 millions de francs attribués au Conservatoire lors de sa création en 1987, à la suite des gigantesques incendies de l'année 1986, étaient rapidement descendus à moins de 50 millions de francs en 1997. La cour des comptes relevait l'aberration de la création d'un réseau de 20 000 km de pistes

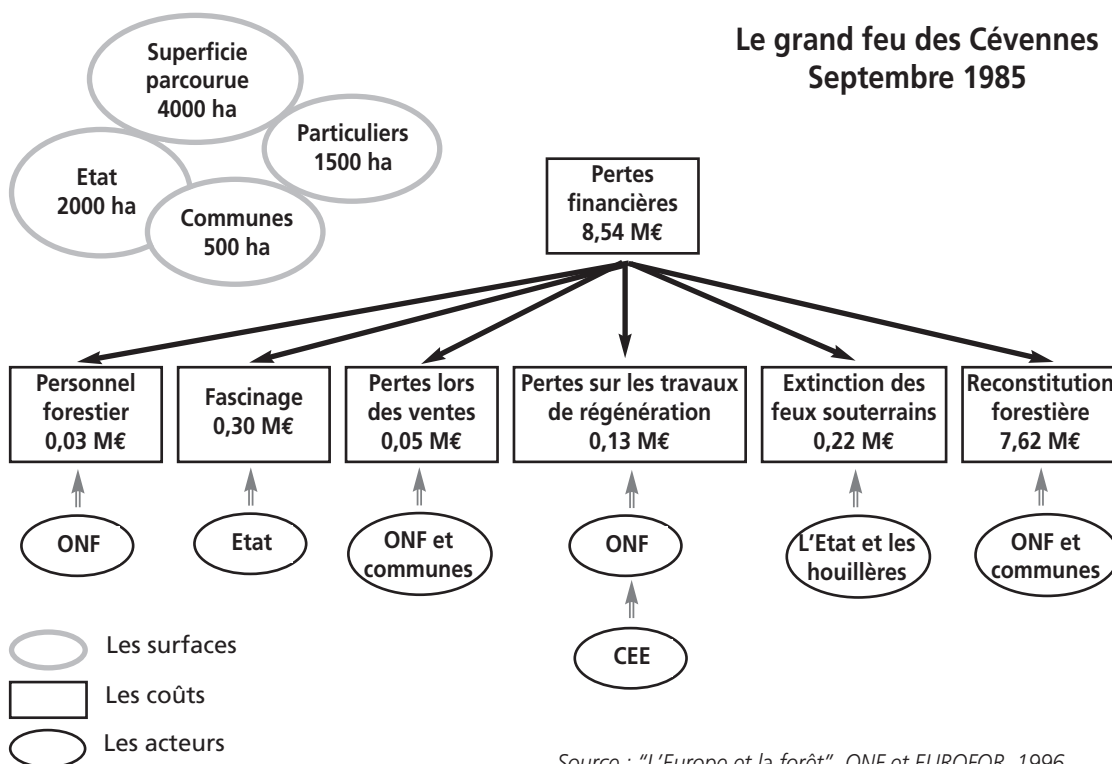


Fig. 12 :
Un exemple de coût local
précis mais incomplet
C. Calugaru
et P. Arnould, avril 2008

Source : "L'Europe et la forêt", ONF et EUROFOR, 1996

- 19 - www.senat.fr :
Session ordinaire
du Sénat –annexe
au procès-verbal
de la séance
du 13 octobre 2005
- 20 - Faure Marcel, 1991
- 21 - Seigue Antoine,
1981
22 -
www.interieur.gouv.fr
- 23 - Vélez R., ouverture
du Colloque
Les Incendies de forêt
en Méditerranée,
22-24 mars, Madrid

forestières de défense contre l'incendie, pour permettre l'action des moyens terrestres, hélas non entretenues, hors du domaine public, dont 75 % étaient de ce fait inutilisables. A côté de cette faillite de la politique du réseau, il pointait des défaillances ponctuelles, comme celle des installations de brumisation, effectuées à Porquerolles, pour 700 000 francs, sans études de validation scientifique du procédé. Le fait que les brumisateurs aient été installés à une mauvaise hauteur supposait un budget de 2,4 millions de francs, en 1998, pour les rendre opérationnels. Bel exemple de financements partant en fumée ou en buée, mais profitant néanmoins à quelques entreprises que le rapport ne cherche pas à identifier.

Il est symptomatique de voir que cette question des coûts commence seulement à émerger au niveau législatif. Le Sénat, lors de la séance du 13 octobre 2005, de sa session ordinaire 2005-2006, vient de publier sur son site une proposition de résolution « *tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en œuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent* »¹⁹.

Bel exemple de lucidité complété par un constat sans équivoque des failles d'un système qui esquivait les questions gênantes. Le descriptif du cahier des charges de la commission d'enquête pointe de façon claire les "trous noirs" de l'information sur les incendies. « *Il est donc nécessaire de créer une commission d'enquête afin d'examiner les mesures de prévention (action de l'état et des collectivités locales, information, poursuites judiciaires...), les indemnisations et la remise en état des lieux, le coût de ces incendies pour les deniers publics. Il serait également intéressant de chiffrer et de publier les dépenses exactes entraînées par le traitement des incendies, tout comme il faudrait en faire connaître les différents impacts sur les hommes, la faune et la flore.* »

Si la procédure de la commission d'enquête peut laisser sceptique sur son efficacité réelle, force est de constater que ces questions cruciales des dépenses et des impacts écologiques ont été jusqu'alors royalement ignorées, mais qu'elles commencent à susciter un semblant d'intérêt. Le travail de cette commission d'enquête permettra-t-il de comprendre les raisons de ce que l'on peut qualifier d'opération de camouflage des enjeux économiques ?

L'économie du feu : un puissant moteur de développement régional

Le Canadair est l'un des symboles de la lutte aérienne la plus impressionnante, à défaut d'être la plus efficace et la plus économique. Aucune tentative n'existe, à notre connaissance, de comparaison entre les coûts de la lutte aérienne et de la lutte terrestre. On dispose des prix d'achats des moyens aériens. L'achat de douze canadairs CL 415, dits de nouvelle génération, capable d'écoper plus de 6000 litres en 12 secondes contre 20 secondes pour son prédécesseur le CL 215, est souvent évoqué, mais rarement chiffré de façon claire. En 1991 le budget estimé pour les négociations financières avec la firme canadienne Bombardier était estimé à 1 milliard 500 millions de francs²⁰. L'achat de deux avions gros porteurs Dash, programmé pour 2006, mais sans doute mal adaptés aux conditions topographiques des montagnes méditerranéennes, a suscité une polémique entre administratifs et utilisateurs, vite éteinte. Les coûts de l'heure de vol des différents types d'avion sont parfois évalués. Antoine Seigue dans des illustrations sur les types d'avion utilisés et leurs performances techniques donnait aussi le coût de l'heure de vol, en 1981, du CL 215, soit 19 000 francs, amortissement compris²¹.

Les statistiques ministérielles donnent le nombre d'heures de vols effectuées, le nombre de feux traités, le nombre de missions sur les feux, les heures de vol, le nombre d'écopages, les pleins au sol, le nombre de largages, les tonnes d'eau déversées²² ! Il ne manque à ce raffinement statistique, pour parodier un sketch célèbre que "l'âge du capitaine" ! Les statistiques qui se calent sur les descriptifs techniques des prospectus de vente des canadairs ne croisent quasiment jamais ces données avec les coûts horaires. Est-ce si compliqué ? Ou est-ce une donnée qui risquerait d'amener des questions embarrassantes ?

Le débat à propos de la localisation des moyens aériens est aussi un enjeu aux fortes incidences économiques qui n'est guère débattu. La base de Marignane est certes stratégiquement bien placée, mais la comparaison avec le dispositif espagnol, évoqué par Ricardo Vélez²³ en introduction à ce colloque, où les moyens aériens sont répartis dans toutes les provinces, démontre que la concentration n'est peut-être pas la solution unique.

Et que fait-on des moyens aériens durant les nombreux mois où la forêt ne brûle pas ? La suggestion faite de les mettre à la disposition des pays de l'hémisphère Sud, qui ont leur été pendant notre hiver, est-elle totalement utopique ?

La prolifération des structures et des sigles : signe de cohérence ou symbole d'inefficacité ?

La mise en évidence de la multiplicité des structures intervenant dans la gestion de l'incendie est impressionnante (Cf. Fig. 13). A toutes les échelles spatiales fleurissent des organismes dont on peut légitimement se demander s'ils sont complémentaires ou s'ils font doublons. En France, le fait que quatre ministères soient parties prenantes dans la prévention, l'intervention et la reconstitution, parfois pour le même type de tâche, n'est pas un gage de clarté et d'efficacité. L'ambiguïté et l'hétérogénéité qui en résultent pour la collecte des données ont déjà été démontrées. Mais l'on peut aussi se demander si ces structures touffues, abritées derrière des sigles, connus des seuls initiés, ne participent pas de la vaste entreprise de financement opaque du feu.

Le résultat, sur le plan des bases de données, en est une information fragmentée à l'excès.

Chaque structure administrative produit ses propres chiffres sans qu'un effort d'harmonisation soit envisagé. Ainsi, le ministère de l'Agriculture fournit des données économiques sur la prévention, alors que le ministère de l'Intérieur se charge de celles concernant la lutte ? A ces deux sources classiques, s'ajoutent des données éparpillées provenant du Conservatoire de la forêt méditerranéenne, de l'Union européenne, de plus en plus des Régions et toujours des communes. Les données spatiales (surfaces brûlées), techniques (nombre d'heure de vol, de feux traités, de largages effectués, de quantités de produits retardants utilisés), sont rarement fournies avec les coûts de l'heure de vol ou du litre de produit retardant. Ces disjonctions constantes du technique, du spatial, de l'économique et du social sont des révélateurs des héritages historiques, des pesanteurs et des clivages administratifs, mais peuvent être aussi interprétés comme un consensus national

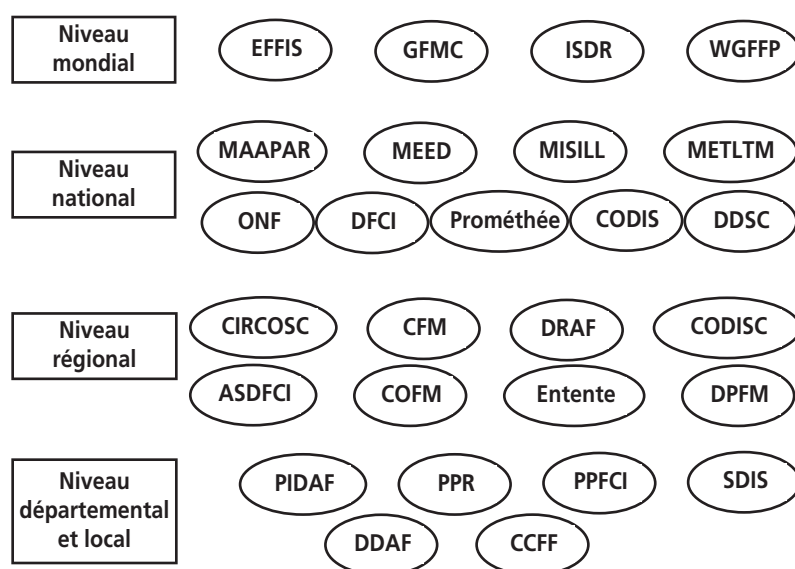


Fig. 13 :
La prolifération des sigles
C. Calugaru et P.
Arnould, avril 2008

EFFIS : European forest fires information system
GFMC : Global fire monitoring centre
ISDR : International strategy for disaster reduction
WGFFP : Working group on forest fire protection
MAAPAR : Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
MEED : Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
MISILL : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales
METLTM : Ministère de l'Equipeement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
ONF : Office national des forêts
DFCI : Défense de la forêt contre l'incendie
DDSC : Direction de la défense et de la sécurité civile
CODIS : Centre opérationnel d'incendie et de secours
CIRCOSC : Centre interrégional de coordination des opérations de la sécurité civile, devenu EMZ : Etat major de zone
CFM : Conservatoire de la forêt méditerranéenne
DRAF : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
CODISC : Centre opérationnel de la direction de la sécurité civile
ASDFCI : Association syndicale pour la défense de la forêt contre l'incendie
COFM : Conseil d'orientation de la forêt méditerranéenne
ENTENTE : Entente interdépartementale pour la protection de la forêt et de l'environnement
DPFM : Délégation pour la protection de la forêt méditerranéenne.
PIDAF : Plan intercommunal de débroussaillage et d'aménagement forestier
PPR : Plan de prévention des risques
PPFCI : Plan de protection de la forêt contre l'incendie
SDIS : Service départemental d'incendie et de secours
DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
CCFF : Comité communal feux de forêt

Paul ARNOULD
Professeur des
Universités
Mél : Paul.Arnould@
ens-lsh.fr
Tél. : 06 60 14 60 75

Corina CALUGARU
Post doctorante
ENS LSH Lyon
Mél :
Corina.Calugaru@
ens-lsh.fr
Tél. : 04 37 37 63 38

voire européen, pour alimenter de confortables budgets du feu dont on peut se demander quelle est l'efficacité sociale, écologique et territoriale.

En conclusion, nous pensons que le système incendie de forêts est l'exemple même d'un modèle durable, mis en place depuis des décennies, mais qui n'a rien à voir avec un développement durable. En effet les enjeux écologiques, sociaux et économiques réels sont totalement faussés, biaisés, escamotés, camouflés, de façon inconsciente pour beaucoup, mais sans doute consciente pour d'autres, afin de maintenir une manne financière dont la destination n'est pas clairement affichée.

Peut-on rêver de banques de données qui ne se contenteraient pas de se cantonner aux aspects externes des incendies, pour prendre en compte, de façon raisonnée, les flux financiers territorialisés, les répercussions sociales et les enjeux écologiques de ce pseudo fléau ?

Qui osera aborder la question des données sur les incendiaires réels ou supposés, sur les procès, sur les perceptions, les moyens d'éducation, l'information spectacle et la formation de tous les publics ?

Le chantier des incendies de forêt reste ouvert.

P.A., C.C.

Bibliographie

- ABBIATECCI André, « Typologie d'un crime : les incendiaires au XVIII^e siècle », *Annales E.S.C.*, 1970, pp. 229-249.
- AMAT Jean-Paul, ARNOULD Paul et HOTYAT Micheline : « Forêts, incendies et tempêtes : des risques récurrents ? », dans *La géographie des risques dans le monde*, Gabriel WACKERMANN, Ellipses, Paris, 2004, pp. 131-159
- ARNOULD Paul et PIVETEAU Vincent : « Un patrimoine pour tous », dans *Les espaces boisés en France, Bilan environnemental*. Paris, IFEN-Editions Frison Roche, 1999, p. 163-174
- ARNOULD Paul, HOTYAT Micheline, SIMON Laurent *Les forêts d'Europe*, Paris, Nathan, 1997 413 p.
- ARNOULD Paul, « Il court, il court...le feu », *Cahiers d'études CNRS-IHMC*, n°11, Le feu à la maison, par les bois et dans les champs, Paris, 1992, p. 40-45

BACHELARD Gaston, *La psychanalyse du feu*, Paris, Gallimard, Idées, 1978, 185 p. (première édition 1949).

BOLO Etienne Ernest, « L'affaire Bolo ». *Tout le dossier de l'affaire présenté par Bolo*, Paris, Editions Nouvelles presses Parisiennes, 1973, 261 p.

BOUISSET Christine, *Incendies de forêts méditerranéennes : limites, marges, frontières. Un siècle de gestion en France, Espagne et Italie*, Thèse de doctorat soutenue en 1998, Université d'Avignon, 376 p, (inédite)

BOYRIE Jean-Claude, « La forêt, les savoirs et le citoyen », Colloque européen intitulé La forêt agressée : les incendies, Le Creusot-Montceau-Les-Mines, 17-19 novembre 1993, publié dans les Actes, 1995, ANCR Ed., Hatier, p.89-93.

CERRUTI F., « La Corse, île de feu », *Revue Forestière Française*, numéro spécial, 1990, p. 46-56.

CLEMENT Vincent « La France méditerranéenne en feu : retour sur les incendies de forêts de l'été 2003 » Brève, n°5, 2004, du site geoconfluence, disponible en ligne (<http://www.ens-lsh.fr/geoconfluence/doc/breves/2004/5.htm>), 8 p.

CLEMENT Vincent, « Les feux de forêt en Méditerranée : un faux procès contre Nature », *L'Espace Géographique*, n°4, 2005, p. 288-303

DUJAS Jean-Michel et TRAIMOND Bernard, « Le maître du feu », *Terrain*, n°19, 1992

DURAND Mireille, *Le feu sacré*, Aix en Provence, Editions Edisud, 1988, 194 p.

FAERBER Joanna, *Le feu contre la friche. Dynamique des milieux, maîtrise du feu et gestion de l'environnement dans les Pyrénées centrales et occidentales*. Thèse de doctorat soutenue en 1995 à l'Université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse II), 500 p, (inédite)

FAURE Marcel, « La forêt et l'incendie : quelques leçons du passé » dans Andrée CORVOL, *La forêt*, Paris, 1991, Colloques du CTHS, no. 6, p. 77-88.

FOURAUULT Véronique, *Tempêtes et medias : perceptions des tempêtes de décembre 1999 en Ile-de-France dans la presse au travers des exemples du Monde et du Pampa*, Mémoire de maîtrise, soutenu en 2001 à l'Université Paris 1, (inédit)

GILBERT Jean-Michel, « Premier bilan des feux de forêt en 2003 (France/Europe) », *Rendez-vous techniques* n°4, printemps 2004. Fontainebleau, ONF, p. 18-21

GOLDAMMER Johann (ed.), « Fire in the tropical biota. Ecosystem processes and global challenges », *Ecological Studies*, 84, Springer Verlag, New York, Heidelberg, 1990

GOLDAMMER Johann, « Forests on fire », *Science*, 1782-1783, 1999

LEVY Jaques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie*, Belin, 2004

METAILIE Jean-Paul, « Les incendies pastoraux dans les Pyrénées centrales », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 49, fasc. 4, octobre, 1978

METAILIE Jean-Paul, *Le feu pastoral dans les Pyrénées centrales (Barousse, Oueil, Larboust)*, Paris, CNRS, 1981, 294 p.

NOUGAREDE Olivier, « Etienne Bolo, un bouc émissaire », *SILVA*, n° 10, 1989, pp. 16-18

RINAUDO Yves, « La mort en direct : les forêts qui brûlent », dans Andrée CORVOL, *La forêt malade, Débats anciens et phénomènes nouveaux*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.159-180

SEIGUE Antoine *La forêt circumméditerranéenne et ses problèmes*, Paris, éditions Maisonneuve et Larose, 1985, 504 p.

STRAZZULLA Jérôme, *Les incendies de forêts*, Paris, éditions Denoël, 1991, 239 p.

TATONI Thierry et BARBERO Marcel, Approches écologiques des incendies en forêt méditerranéenne, Colloque européen intitulé «*La forêt, les savoirs et le citoyen*», Le Creusot-Montceau-les-Mines, 17-19 novembre 1993, Actes, ANCR Ed., Hatier, 1995, p.95-105.

TRABAUD Louis, « Les feux de forêts. Mécanismes, comportement et environnement », *France Sélection*, 1989, p.115-122.

VIEILLARD-BARON Elsa, *Les caricatures du bouc émissaire dans les questions environnementales*, Mémoire de Master 1 soutenu en 2005 à ENS LSH Lyon, Sous la direction de Paul ARNOULD, (inédit)

Sources :

Forêt Méditerranéenne N° spécial de la revue "Foresterranée'99" Tome XXI, n°3, sept. 2000

Forêt Méditerranéenne N° spécial de la revue "Assises varoises de la forêt méditerranéenne" Tome XXV, n°4, déc 2004

GEO Environnement, Dossier « Ecologie du feu », n°149, 1991, p. 150-164

La Recherche, Les incendies de forêts, rubrique Environnement, supplément au n° 234, juillet août 1991, p. 887-935, 12 articles.

PETILLON, *L'enquête Corse*, Paris, Albin Michel, 2000

Revue Forestière Française numéro spécial, « Les incendies de forêts », t.1, 1974 et t. 2, 1975, 552 p., 93 articles.

Revue Forestière Française, numéro spécial, « Espaces forestiers et incendies », 1990, 378 p., 42 articles.

www.ccomptes.fr : RAPPORT 2000, Deuxième partie, Observations des Juridictions Financières, Chapitre V-Environnement, équipement et logement

www.assemblee-nationale.fr : CARREZ Gilles, GINESTA Georges, Rapport fait au nom de la Commission des Finances de l'Economie Générale et du Plan sur le Projet de Loi des Finances pour 2006 (No. 2540), Annexe No. 31 Sécurité Civile, 12 octobre 2005

www.senat.fr : « Proposition de Résolution », Session ordinaire du Sénat –annexe au procès-verbal de la séance du 13 octobre 2005

www.foret-mediterraneenne.org : Les sommaires de la revue *Forêt Méditerranéenne* de 1979 à 2005

www.fire.uni-freiburg.de/iffn : Les sommaires de la revue *International Forest Fires News* de 1998 à 2005

www.europarl.eu.int : *L'Europe et la forêt*, Étude réalisée par le groupement EUROFOR coordonné par l'Office national des forêts (France) pour le Parlement européen

Résumé

Les incendies de forêts en Méditerranée ont suscité une production de chiffres et d'écrits impressionnante. Cet article cherche à démontrer à partir de sources diversifiées (statistiques, base Prométhée, bandes dessinées, articles de journaux, dépouillement de revues, site Internet...) que le traitement de l'information est significativement déséquilibré. Les données factuelles sur l'origine, les lieux de départs des incendies, les surfaces concernées sont pléthoriques, de l'ordre du trop dit. En revanche les analyses sur le fait social sont souvent cantonnées à la recherche, trouble et simpliste, du bouc émissaire, dans le registre de ce que l'on peut qualifier de mal dit. Rarement abordées dans la presse, les données économiques existent mais présentées suivant des comptabilités émiettées et hétéroclites, facilitant le non dit.

Que signifie ce déséquilibre flagrant dans les informations sur les incendies ?

Existe-t-il une volonté délibérée d'occulter certaines questions gênantes à commencer par celle qui postule que l'incendie est une composante essentielle contribuant à structurer la vie sociale des sociétés méditerranéennes et une manne financière considérable, élément non négligeable de l'aménagement des territoires méditerranéens ?

En fait, le feu peut être lu comme un élément clé d'un développement durable ambigu.

Summary

Wildfire around the Mediterranean : too much said, or too badly, and too much left unsaid

Forest fires in the Mediterranean area generate a large amount of data and literature. This article tries to show that there is a significant imbalance in processing data from sources as varied as statistics, newspaper and magazine articles, Internet sites, the French database "Prométhée", comics...

On the one hand, factual data about the origin of the fires, their starting places and the areas themselves are overabundant but, on the other hand, the analysis of the social aspects remains stuck at the most simplistic and dubious level – that of the looking for scapegoat. Economic facts are scarcely alluded to in the press and when they do appear, they are presented in a heterogeneous and ill-assorted way so as to leave many things unsaid.

What does this obvious imbalance imply?

Is there a deliberate will to hide embarrassing issues, such as that which states that forest fires constitute an essential component which contributes to the structuring of Mediterranean social life? They also provide a considerable financial windfall, thus constituting an important element in Mediterranean land planning and development.

In fact, forest fires can be interpreted as a key though ambiguous element in sustainable development.

Riassunto

Incendi di foreste nel Mediterraneo : quello che è troppo detto, quello che è male detto, quello che è non detto

Gli incendi di foreste nel Mediterraneo hanno suscitato una produzione di cifre e di scritti impressionante. Questo articolo procura di dimostrare partendo da fonti diversificate (statistiche, base Prometeo, bende disegnate, articoli di giornali, spogliamento di riviste, siti internet) che il trattamento delle informazioni è squilibrato. I dati fattuali sull'origine, i luoghi di partenza degli incendi, le superfici toccate sono pletoriche, dell'ordine del troppo detto. In compenso, le analisi sul fatto sociale sono spesso accantonate alla ricerca, torbida e semplicista, del capro espiatorio, nel registro di ciò che si può qualificare di detto male. Scarsamente intavolati nella stampa i dati economici esistono ma presentati secondo contabilità sbriciolate e eteroclite, facilitando il non detto.

Che cosa significa questo squilibrio flagrante nelle informazioni sugli incendi ?

Esiste una volontà deliberata di occultare certe domande scomode incominciando da quella che postula che l'incendio è una componente essenziale che contribuisce a strutturare la vita sociale delle società mediterranee e una manna finanziaria considerevole, elemento non trascurabile dei territori mediterranei ?

In fatto il fuoco può essere letto come un elemento chiave di uno sviluppo sostenibile ambiguo.